

Montreuil, le 14 février 2026

A Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale
110 rue de Grenelle, 75357 Paris SP 07

Objet : non-participation de la FNEC FP-FO aux ateliers prospectifs concernant la « Baisse démographique et l'anticipation des évolutions de l'offre scolaire. »

Monsieur le Ministre,

Vous souhaitez faire participer les organisations syndicales à vos ateliers prospectifs concernant la « Baisse démographique et l'anticipation des évolutions de l'offre scolaire. »

Plutôt que de répondre aux revendications des personnels et des parents qui se mobilisent partout en France contre les suppressions de classes dans les écoles, dans les collèges et les lycées, contre le budget d'austérité 2026 de votre gouvernement, vous souhaitez préparer le terrain à un plan pluriannuel de suppressions de postes d'ici 2030.

Les classes sont pourtant surchargées avec plus d'un quart des écoles à plus de 25 élèves de moyenne, des collèges avec des classes à 30 ou plus, 35 en lycée. Le non-remplacement est devenu la norme. L'OCDE reconnaît que le nombre moyen d'élèves par classe est supérieure à la moyenne européenne.

Alors que l'École manque de tout, votre budget de guerre et d'austérité va provoquer une saignée avec près de 4000 postes d'enseignants supprimés. Il faudra encore ajouter les postes préemptés pour les Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS) qui ont pour but de « coacher » les personnels au lieu d'une réelle prise charge des élèves dans les classes et les structures spécialisées. Plus de 1000 classes supplémentaires seront fermées pour alimenter ces PAS.

Les AESH et les AED sont en nombre insuffisant. Les services de gestion croulent sous la surcharge de travail. Le nombre de PsyEN, personnels infirmiers et assistants sociaux est loin de répondre aux besoins dans le 2d degré alors que les orientations ministérielles organisent le glissement de certaines missions vers le premier degré.

La FNEC FP-FO considère que ces décisions sont inacceptables !

Contrairement à ce que vous prétendez, ce programme de destruction de l'École publique n'a rien à voir avec la baisse démographique – qui permettrait de faire baisser le nombre d'élèves par classe – mais a tout à voir avec la rallonge de 36 milliards d'euros que votre gouvernement prévoit d'allouer aux dépenses de la défense d'ici 2030.

Monsieur le Ministre,

notre fédération n'a pas décidé d'acter le budget d'austérité 2026. Elle ne participera pas non plus à cette opération qui vise à planifier les suppressions de postes, les fermetures d'écoles et d'établissements scolaires pour les prochaines années.

Nous continuons à être aux côtés de nos collègues, des parents, et de la jeunesse pour dire non à cette politique d'austérité dont le but est de réduire le budget de l'école afin d'augmenter sans fin celui de la défense comme financer immédiatement la plateforme France Munitions à plus de 8,5 milliards d'euros.

Nous continuerons à être aux côtés de tous ceux qui refusent cette marche à la guerre et notamment de la jeunesse qui n'accepte pas la militarisation de l'École et refuse le tri de Parcoursup.

Pour la FNEC FP-FO, l'urgence est à la mobilisation afin d'obtenir l'annulation des 4 000 suppressions de postes du budget 2026, l'augmentation des salaires, le blocage des prix, l'augmentation immédiate des indemnités kilométriques, de l'ISSR et des frais de déplacement, et l'arrêt des contre-réformes.

En conséquence, la FNEC FP-FO ne participera pas à l'atelier prospectif sur le sujet "Baisse démographique et anticipation des évolutions de l'offre scolaire" prévue au ministère le mardi 21 avril qui n'a pas d'autre objectif que d'associer les organisations syndicales aux suppressions de postes que vous projetez.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de notre parfaite considération.

Clément Poullet, Secrétaire général de la FNEC FP-FO

